

**JACKY
MONCUIT**
ARCHITECTE
D P L G
URBANISTE
D E S S A R

CHAMPAGNE
15, AVENUE DES COMTES
DE CHAMPAGNE
51130 BERGERES LES VERTUS
TEL 03 26 52 17 25
FAX 03 26 52 00 62



Vu pour être annexé à la délibération N° 2258
du Conseil Municipal de Somme-Suippe
en date du 26 février 2004
approuvant le Plan Local d'Urbanisme,
mis à jour par arrêté municipal N° 38.....
en date du 28 février 2004
Le Maire,



P.L.U approuvé SOMME-SUIPPE

1a

Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Projet de développement et d'aménagement durable (P.A.D.D.) de la commune

I. Définition du projet d'aménagement et de développement durable :

Article R.123-3 du code de l'Urbanisme (décret n°2001-260 du 27 mars 2001)

"Le projet d'aménagement et de développement durable définit, dans le respect des objectifs et des principes énoncés aux articles L.110 (décentralisation, équilibre, non discrimination, gestion économe du sol, protection des milieux, sécurité et salubrité publique, rationalisation de la demande de déplacement) et L.121-1 (principe d'équilibre, principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale, principe de respect de l'environnement), les orientations de l'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune, notamment en vue de favoriser le renouvellement urbain et de préserver la qualité architecturale et de l'environnement".

Dans ce cadre il peut notamment préciser :

1. les mesures de nature à préserver les centre-villes et les centres de quartiers, les développer ou en créer de nouveaux ;
2. les caractéristiques et le traitement des rues, sentiers piétonniers et pistes cyclables et des espaces et ouvrages publics à conserver, à modifier ou à créer ;
3. les conditions d'aménagement des entrées de ville en application de l'article L.111-1-4 ;
4. les mesures de nature à assurer la préservation des paysages.

II. Orientations générales d'urbanisme et d'aménagement :

Les travaux et les réflexions du groupe de travail ont été menés avec la préoccupation d'assurer tant la cohésion spatiale de la commune que la cohérence du projet dans l'organisation intercommunale de la Communauté de Communes de la Région de Suippes.

Dans le respect des objectifs et des principes énoncés aux articles L.110 et L.121-1 du code de l'urbanisme, les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues ont été débattues en conseil municipal le 13 mars 2002.

1. Mesures de nature à préserver le centre ville et les centres de quartiers, les développer ou en créer de nouveaux :

Ledéveloppement démographique soutenu favorisé par :

La proximité du camp militaire de Suippes et la professionnalisation des Armées.

Le maintien à Suippes de l'Entreprise Bronze industriel, pérennisant 250 emplois.

L'offre d'équipements scolaires avec le regroupement de St Remy-sur-Bussy (cantine, écoles maternelle et primaire), le collège de Suippes, les liaisons de transport scolaire avec ce regroupement primaire et les établissements secondaires de Châlons.

La préservation des caractéristiques urbaines et architecturales du tissu urbain existants

Cet objectif de conservation est assuré par le recours à un zonage et un règlement appropriés.

Le maintien du caractère continu du bâti dans le centre du village doit être assuré.

Le développement de l'urbanisation (zones AU) de la commune

La maintien des zones d'extension future existantes destinées à l'habitat d'une capacité suffisante répond à l'évolution vers la professionnalisation de Armées et au maintien des activités du canton. Les actifs militaires étant un moteur important du dynamisme de la Communauté de Commune de la Région de Suippes, la commune de Somme Suippe propose des terrains à bâtir dans un village au cadre de vie agréable.

Permettre le développement harmonieux du bâti dans des secteurs bien situés et bien desservis.

Veiller à la qualité de composition et de répartition des secteurs d'extension. Des schémas de desserte et d'organisation de chaque future zone permettront d'en assurer un développement cohérent.

La promotion d'une urbanisation en complément de la tache urbaine : inciter la construction sur les terrains déjà viabilisés dans le village.

La vocation résidentielle de Somme-Suippe sera renforcée. Compte tenu de la

La vocation résidentielle de Somme-Suippe sera renforcée. Compte tenu de la proximité des bassins d'emploi de Suippes, Châlons et Reims, l'accent est mis sur un renforcement du cadre et de la qualité de vie.

Cet objectif implique :

- une réponse à la demande de terrains à bâtir dans un cadre de qualité,
- une réponse à la demande locale de logements locatifs à créer.

Le maintien des zones d'urbanisation future existant dans le document d'urbanisme antérieur permettra d'assurer ce développement.

La création de deux zones d'urbanisation future au nord-ouest et sud-est de l'agglomération permet de maintenir un équilibre dans le développement du village.

La commune affirme sa volonté de soutenir le développement du logement individuel dans les années à venir comme l'illustre le potentiel de création d'habitat de type pavillonnaire ouvert par les zones d'urbanisation futures ; soit environ 13 hectares.

L'utilisation de l'ensemble des parcelles non bâties situées entre le village et la voie ferrée pour créer un ensemble homogène et cohérent.

Le rééquilibrage de l'urbanisation

La localisation des zones à urbaniser destinées à l'habitat individuel AU procède de cette orientation dans les secteurs suivants :

- une zone en entrée de ville Ouest de part et d'autre de la RD 931,
- une zone située au lieu-dit "la Voie des Auges",
- une zone localisée en entrée de ville Est de part et d'autre de la RD 931,
- une zone située au lieu-dit "Derrière les Bourgs",
- une zone le long des chemins dis "Fosse des Montants" et "des Gaulois"

Les zones urbanisables sont situées en périphérie immédiate du bourg actuel, en évitant une urbanisation linéaire le long des axes.

Le maintien de l'activité

Permettre l'implantation d'activités artisanales et industrielles sur des zones réservées à cet effet afin de maintenir l'emploi sur place et garder aux autres zones leur caractère et leurs fonctions propres.

La mixité des fonctions est promue par l'ouverture du centre de village aux artisans et commerçants :

- l'artisanat et le commerce doivent être maintenus ; les dispositions du règlement y participent,
- la zone artisanale de Somme Suippe peut accueillir encore une installation d'activité.
- une zone UI destinée à l'activité est créée au lieu-dit "la Voie Lénard".

L'activité agricole :

Le tissu bâti de Somme Suippe est marqué par un mélange d'habitations et d'exploitations agricoles.

Après avoir localisé ces exploitations, une démarche prospective a été menée de façon à anticiper les éventuelles délocalisations vers la zone agricole qui est exclusivement destinée à les accueillir.

Toutefois, pour les exploitations agricoles existantes dans le village, le PLU met en oeuvre les dispositions qui permettent d'en assurer le maintien en activité.

La commune doit conserver sa vocation agricole :

A terme, les bâtiments d'élevages et céréalicultures seront implantées hors du village, au gré des délocalisations.

Les bâtiments ainsi délaissés pourront être démolis et rendus à une vocation résidentielle.

La protection des terres agricoles :

Les espaces voués à la grande culture doivent être protégés compte tenu de la valeur des sols et les seules occupations admises ne doivent être que des implantations de constructions destinées à l'exploitation ainsi que leurs annexes.

La gestion des équipements :

- La mise en valeur, par des travaux, des installations existantes et notamment du gymnase et du terrain de sport.

2. Les actions ou opérations relatives à la restructuration ou à la réhabilitation d'îlots, de quartiers ou de secteurs, les interventions destinées à lutter contre l'insalubrité ou à restructurer, restaurer ou réhabiliter des îlots ou des immeubles

Prise en compte des emprises nécessaires au développement des équipements urbains et des voiries avec des emplacements réservés.

Pérennisation des actions communales menées dans un souci de maintien de la qualité du bâti grâce à la mise en application et au recours au droit de préemption urbain (D.P.U.).

Le renouvellement de l'habitat en coeur de village:

- la nécessité de combler les "dents creuses" dans la zone urbanisée,
- la volonté de traiter avec les propriétaires de terrains viabilisés dans le coeur du village et si nécessaire de recourir au droit de préemption urbain (D.P.U.),
- la démolition des granges et hangars qui sont en état de péril.

3. Les caractéristiques et le traitement des rues, sentiers piétonniers et pistes cyclables et des espaces et ouvrages publics à conserver, à modifier ou à créer

Ces objectifs se déclinent selon les points suivants :

- Le traitement des entrées de village pour les zones d'extension future AU. Les deux zones situées de part et d'autre de la RD 931, classée voie à grande circulation, et soumises aux dispositions de l'article L. 111-1-4 du Code de l'Urbanisme font l'objet d'une étude d'entrée de ville intégrée au rapport de présentation du PLU (article R. 123-3-5 du Code de l'Urbanisme). Les orientations proposées sont les suivantes :
 - Un réaménagement des carrefours aux entrées de l'agglomération de Somme-Suippe.
 - Un traitement soigné de la frange le long de la RD 931 en raison d'une part de l'image du site depuis la RD 931, d'autre part compte-tenu des vues éloignées.
 - La gestion paysagère des rives devra être complétée par la présence d'arbres à l'intérieur du site venant accompagner les constructions.
 - Sur la RD 931, compte-tenu du très fort impact visuel, la marge de recul conseillée sera de 10 mètres minimum, par rapport à l'alignement de la RD,
- L'incitation des propriétaires riverains du cours de la Suippe à nettoyer et reboiser leurs parcelles suite au passage de la tempête de 1999.
- La création d'un parcours de randonnée le long de la Suippe, en requérant l'accord des propriétaires concernés.
- La création d'une piste cyclable entre Somme Suippe et Suippes ; projet d'intérêt communautaire en partenariat avec la Communauté de Communes de la Région de Suippes.

4. Les mesures de nature à assurer la préservation des paysages

Le caractère naturel du cours de la Suippe dans le village doit être protégé.

Le relief et l'implantation des boisements de Somme Suippe offre des perspectives paysagères sur lesquelles le développement du tissu urbain a un fort impact.

Les larges perspectives ouvertes sur le territoire de Somme Suippe induisent une décision mesurée quant au développement du tissu urbain.

Les boisements qui longent la Suippe sont des éléments verts importants de la commune. Ils ont beaucoup souffert de la violente tempête de décembre 1999 et une attention particulière doit leur être consacrée.

Ces espaces, peu présent dans le paysage de la Champagne crayeuse doivent être protégés compte tenu de leur importante valeur écologique (abris pour la faune, milieux de transition riches, lutte contre l'érosion...) et de leur impact visuel dans les espaces libres et dépouillés.

Un classement en espace boisé classé de ces éléments en assura la protection. L'objectif sera renforcé par la zone de protection du paysage et des milieux humides le long du cours de la Suippe. Le classement en zone naturelle assurera la préservation des berges et de la qualité des eaux superficielles.

Différents projets concourront à atteindre ces objectifs :

- le maintien du classement des boisements relictuels de la zone agricole,
- l'incitation des éleveurs et céréaliers à arborer les abords de leurs installations,
- la mise en place d'une politique d'effacement des réseaux d'électricité, d'éclairage public et de télécommunication,
- la réhabilitation de l'ancien presbytère,
- la pose d'un dessableur (rue de la Victoire) afin de préserver la qualité de la source de la Suippe,
- l'aménagement paysager des berges de la rivière localisées autour de la source et du parc ; se prolongeant le long du cours sur le territoire communal,
- le projet de reconstruction à l'identique de l'ancien lavoir qui existait à la source, dans la mesure du possible.

Ces projets seront mener en collaboration avec la Communauté de Commune de la Région de Suippes, les services de l'Etat, du Département, de la Région. Les moyens financiers pourront être mobilisés par des conventions, par le recours aux subventions.